

-----  
CABINET  
-----

ARRETE N° 1990 /MTMMM-CAB  
portant attribution des droits de trafic maritime  
de la République du Congo à la société congolaise  
de transports maritimes sa

LE MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIMES ET  
DE LA MARINE MARCHANDE,

Vu la Constitution ;

Vu le règlement n° 03/01-UEAC-088-CM-06 du 3 août 2001 portant  
adoption du code communautaire révisé de la marine marchande ;

Vu la loi n° 027-85 du 19 juillet 1985 réprimant l'inobservation de la  
réglementation du trafic maritime en République Populaire du Congo ;

Vu l'ordonnance n° 33-77 du 12 juillet 1977 portant ratification de la  
convention relative à un code de conduite des conférences maritimes ;

Vu l'ordonnance n° 8-2000 du 23 février 2000 portant création du conseil  
congolais des chargeurs ;

Vu l'ordonnance n° 2-2000 du 16 février 2000 portant création du port  
autonome de Pointe-Noire ;

Vu le protocole d'accord du 18 janvier 1990 concernant la création de la  
société congolaise de transports maritimes sa ;

Vu le décret n° 99-94 du 2 juin 1999 portant attributions et organisation  
de la direction générale de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2005-184 du 10 mars 2005 relatif aux attributions du  
ministre des transports maritimes et de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2005-323 du 29 juillet 2005 portant organisation du  
ministère des transports maritimes et de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2008-320 du 5 août 2008 portant attributions et  
organisation de l'inspection générale des affaires maritimes et portuaires ;

Vu le décret n° 2007-194 du 23 mars 2007 portant attributions et  
composition de l'assemblée générale des chargeurs ;

Vu le décret n° 98-39 du 29 janvier 1998 portant organisation et réglementation du trafic maritime en provenance et à destination de la République du Congo ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

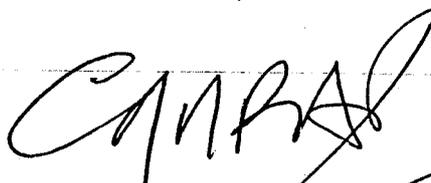
Vu les statuts de la société congolaise de transports maritimes sa du 29 juin 2005.

**ARRETE :**

**Article premier :** Les 40 % au moins des droits de trafic maritime généré par le commerce extérieur en provenance et à destination du Congo, y compris les hydrocarbures, les bois et les minerais, sont attribués à la société congolaise de transports maritimes sa.

**Article 2 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 11 Avril 2009



Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU